

Rapport sur l'État de l'itinérance au Canada : 1 \$ de plus par semaine par Canadien pourrait éliminer l'itinérance

OTTAWA, 20 octobre 2016 – L'itinérance au Canada demeure une situation de crise, mais pour la première fois depuis plus de 25 ans, il y a de l'espoir, selon le rapport sur l'[État de l'itinérance au Canada 2016](#) lancé aujourd'hui à Ottawa par l'Observatoire canadien sur l'itinérance et l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance.

Le rapport offre des recommandations au gouvernement du Canada pour la Stratégie nationale sur le logement à venir et montre non seulement que l'itinérance pourrait être éliminée, mais aussi que l'élimination de l'itinérance peut être atteinte et est abordable.

«C'est formidable de savoir que le Canada réadopte une Stratégie nationale sur le logement» affirme [Stephen Gaetz](#), le directeur de l'[Observatoire canadien sur l'itinérance](#). «Il s'agit d'une occasion de corriger plus de 25 années de financements inadéquats qui ont mené à notre crise actuelle de logements abordables. C'est aussi une occasion d'éliminer l'itinérance au Canada une fois pour toute.»

«Nous sommes d'accord avec l'objectif de la Stratégie nationale sur le logement qui est d'assurer que tous les Canadiens possèdent un logement sécuritaire, adéquat et abordable.» dit [Tim Richter](#), le président de l'[Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance](#). «Mais nous devons agir sans attendre, car pour certaines personnes, ne pas avoir un logement peut être une question de vie ou de mort – soit les personnes qui vivent l'itinérance ou celles qui sont à risque d'itinérance.»

Le rapport recommande un investissement de 4,474 milliards de dollars en 2017-2018 ou 43,788 milliards sur une période de 10 ans, ce qui représente une augmentation annuelle de 1,818 milliards de dollars comparativement à ce que le gouvernement fédéral prévoit dépenser pour les logements abordables en 2017-2018. Cela ne représente que 50 \$ additionnels par Canadien par an, ou moins de 1 \$ par semaine, pour prévenir et mettre fin à l'itinérance au Canada. Il est important de souligner qu'actuellement, l'itinérance coûte au-delà de 7 milliards de dollars par an à l'économie canadienne.

«La bonne nouvelle est que nous savons ce qu'il faut faire pour résoudre le problème de l'itinérance, et nous y parviendrons grâce à un investissement ciblé dans les logements abordables, une planification communautaire des systèmes, Logement d'abord, la prévention et le leadership fédéral.» affirme Gaetz. «Qui plus est, nous savons aussi qu'il sera bien moins coûteux de résoudre le problème de l'itinérance que de l'ignorer.»

L'itinérance de masse moderne au Canada est principalement due à l'atrophie de l'investissement fédéral dans les logements qui a commencé dans les années 1980. Tandis que l'itinérance au Canada a augmenté, le visage de l'itinérance a également changé. Ce qui fut d'abord un phénomène qui touchait principalement les hommes célibataires plus âgés, comprend désormais des femmes (27 % de la population des sans-abri), des personnes âgées (24,4 % des utilisateurs des refuges) et des jeunes (18 % de la population des sans-abri). Les Autochtones représentent entre 27 % et 33 % des utilisateurs des refuges et sont dix fois plus susceptibles d'utiliser les refuges d'urgence, mais ne représentent que 4,3 % de la population canadienne.

Les huit recommandations de l'État de l'itinérance en résumé :

1. Adoption d'un objectif national d'élimination de l'itinérance dont les résultats, les étapes et les critères sont clairs et mesurables.
2. Renouveau et étendue de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance pour mettre l'accent sur le logement d'abord, la prévention et l'élaboration de systèmes de lutte contre l'itinérance coordonnés.
3. Nouvelle entente cadre fédérale/provinciale/territoriale qui définit le leadership local concernant l'itinérance et l'investissement dans le logement.
4. Stratégies ciblées qui répondent aux besoins des sous-populations prioritaires, dont les jeunes, les anciens combattants et les populations autochtones.
5. Entretien et étendue du parc de logements abordables existant.
6. Exécution d'un avantage relatif au logement national.
7. Crédit d'impôt pour le logement abordable.
8. Revue et augmentation des investissements dans les logements abordables pour les Autochtones.

Les chiffres de l'itinérance :

- 35 000 Canadiens sont sans abri durant toute nuit donnée et 235 000 Canadiens vivent l'itinérance à un moment donné chaque année.
- Au cours des 20 dernières années, la population du Canada a augmenté de plus de 30 %, mais le financement fédéral dans les logements abordables a baissé de plus de 46 %. Cela signifie qu'au moins 100 000 logements abordables n'ont pas été construits.
- Aujourd'hui, 1,5 million de ménages canadiens éprouvent un besoin impérieux en matière de logement, et plus de la moitié de ces domiciles éprouvent un besoin impérieux en matière de logement extrême (vivant dans la pauvreté et dépensant plus de 50 % de leur revenu au logement).
- Au cours des dix dernières années, il y a eu une diminution constante du nombre de Canadiens qui utilisent les refuges.
- D'ailleurs, 2014 comptait une réduction de près de 20 000 utilisateurs des refuges d'urgence par rapport à 2005.
- Bien qu'il y ait moins d'utilisateurs des refuges, ceux qui les utilisent restent plus longtemps.
- Le taux national d'occupation des refuges (qui dénote à quel point ils sont remplis) a augmenté de plus de 10 % entre 2005 et 2014.
- La plupart des séjours dans les refuges sont courts pour les jeunes et les adultes y demeurent pendant une moyenne de 10 jours. Par contre, pour les personnes âgées (50 ans et +), la moyenne du séjour est deux fois plus longue.

Le rapport État de l'itinérance au Canada 2016 est disponible à <http://www.homelesshub.ca/SOHC2016>.

Personnes-ressource :

Michael Powell, Impact Public Affairs, 613-233-8906, mike@impactcanada.com